

PRESIDENCE  
DE LA  
REPUBLIQUE

Service de presse

Seul le discours prononcé fait foi

**Allocution de M. Nicolas SARKOZY, Président de la République  
62<sup>ème</sup> congrès de la FNSEA – Nantes – 2 avril 2008**

Monsieur le Président, Cher Jean-Michel LEMETAYER  
Monsieur le Ministre,  
Mesdames, Messieurs,

Permettez moi d'abord de dire tout le plaisir que j'ai de vous retrouver, aujourd'hui, à Nantes pour saluer le courage, la détermination et la place si importante des agriculteurs dans notre pays.

Je veux dire mon estime à Jean-Michel LEMETAYER qui vous représente avec tant de force et d'énergie, et mon estime à la FNSEA qui œuvre pour défendre la place de l'agriculture française en Europe. La France a besoin d'organisations syndicales fortes qui construisent l'avenir. Avec un président de la FNSEA, élu depuis un an président du Comité des Organisations Professionnelles Agricoles de l'Union Européenne, vous avez tous les atouts pour réussir. Au point, d'ailleurs, que personne ne se présente contre lui au renouvellement de la présidence de la FNSEA, le 17 avril prochain !

L'agriculture est à l'origine de la civilisation. Elle incarne les valeurs modernes sur lesquelles je veux fonder l'effort de redressement du pays : le travail, la prise de risque, le courage, l'innovation, la capacité d'adaptation et la solidarité.

Je n'oublie jamais qu'un agriculteur est avant tout un entrepreneur, qui ne compte pas ses heures, qui porte la responsabilité d'investissements importants, qui doit relever des défis humains, financiers, techniques et administratifs souvent considérables. Un chef d'entreprise soumis à la nécessité de s'adapter en permanence aux technologies, aux réglementations, au climat, aux marchés. Pour se lancer dans l'agriculture, il faut de l'esprit d'entreprise. Pour s'y maintenir il faut de la ténacité. Et pour y réussir il faut du talent. Bref, il faut être passionné et travailleur, deux mots qui sont au cœur de mon engagement politique. S'il y a bien un pays qui doit beaucoup à son agriculture, c'est la France.

C'était vrai hier, quand ses paysans l'ont faite le plus riche pays d'Europe. Je pense aux agriculteurs retraités et aux veuves qui sont nombreux à vivre et à survivre avec une pension de misère, souvent dans une grande solitude. La revalorisation des petites pensions et le maintien du pouvoir d'achat des retraités agricoles seront examinés avant la fin du premier semestre de cette année. Au cours de la campagne électorale, j'ai pris deux engagements très clairs : revaloriser le minimum vieillesse et porté de 54 à 60 % le taux des pensions de réversion sur la durée du quinquennat. Ces engagements seront tenus avec méthode et sans démagogie, car on ne peut pas continuer de payer des retraites « à crédit ». Nous réduirons en particulier les « poches de pauvreté » où se trouvent certains retraités oubliés par les

revalorisations successives et des mesures en faveur des conjoints et des veuves seront prises, tenant compte des propositions faites par le groupe de travail animé par Michel BARNIER et Xavier BERTRAND sur ce sujet.

Et cela reste vrai aujourd'hui que notre pays doit beaucoup à son agriculture. Moderne, l'agriculture l'est par sa puissance et ses performances. On ne devient pas par hasard le premier exportateur mondial pour les produits agricoles transformés, avec une création de valeur ajoutée de 64 milliards d'euros en 2007.

Ce qui nous rassemble, c'est un combat essentiel pour notre agriculture, pour l'avenir de notre pays et de l'Europe. Ma conviction, c'est que dans le monde du XXIème siècle, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire sont plus que jamais stratégiques pour la France et l'Europe.

Je veux une agriculture de production, où chaque agriculteur, chaque entrepreneur, puisse vivre dignement de son travail.

Pour répondre à cette « nouvelle donne » agricole il nous faut une action cohérente pour d'une part promouvoir une agriculture de production au niveau européen et international, pour d'autre part permettre à chaque agriculteur de vivre du fruit de son travail et pour enfin aider l'agriculture à répondre aux attentes de la société.

\*  
\* \*

**Le premier axe de notre action doit être de promouvoir une ambition renouvelée pour l'agriculture en Europe et dans le monde.**

L'avenir de l'agriculture se joue d'abord à Genève. Les négociations au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce doivent repartir sur des bases saines et des objectifs clarifiés. Je m'opposerai à tout accord qui ne servira pas les intérêts de notre pays.

Je le dis clairement : à quoi cela sert-il de construire une politique agricole, si l'Europe renonce à défendre son agriculture de production, son alimentation, si elle renonce à protéger la qualité sanitaire et environnementale quand tous les autres se défendent et se protègent.

Elle ne peut renoncer à agir et se contenter de subir quand la chambre des représentants américains vote la continuité des mécanismes actuels de soutien.

Elle ne peut ignorer les dispositifs mis en place par les Gouvernements brésiliens et américains pour soutenir, par un dumping fiscal sans précédent, le développement de certains biocarburants.

Est-ce un hasard si les Etats-Unis défendent avec tant d'énergie, tant de passion, tant d'efficacité leur agriculture ? Cela devrait nous faire réfléchir. Ce n'est évidemment pas un hasard. Il s'agit pour eux de mener une stratégie de puissance économique et politique. Il s'agit pour eux d'affirmer la suprématie de leur « pouvoir vert ».

Je pense que l'on ne peut plus continuer à imposer à nos entreprises agricoles le dumping environnemental, le dumping social, le dumping fiscal, et le dumping monétaire, dont l'ampleur croit chaque jour.

Après plus de sept années de négociations, le déséquilibre flagrant des négociations, doit nous conduire à mener une réflexion plus approfondie au niveau de l'Union Européenne, mais sans doute aussi à l'OMC, sur l'avenir de la négociation, car il est difficile de continuer comme si de rien n'était. Je dis les choses de la façon la plus claire : dans cette négociation internationale, je veux de la réciprocité, je veux de l'équilibre. Je viens d'écrire au président de la Commission Européenne pour lui rappeler la ligne que j'entends défendre. Je ne veux pas que l'Europe fasse preuve de naïveté.

\*  
\* \*

Une fois ce préalable posé, je veux vous porter une nouvelle ambition pour l'agriculture en Europe autour de quatre objectifs :

Le premier de ces objectifs, c'est d'assurer la sécurité alimentaire de plus de 400 millions de consommateurs européens. Le forum économique de Davos a classé l'insécurité alimentaire comme une des quatre menaces de notre planète. Le dernier rapport de la Banque Mondiale conforte cette orientation, en reconnaissant pour la première fois, que l'investissement dans le secteur agricole constitue l'une des priorités en matière de développement agricole.

Le deuxième objectif de cette politique renouvelée, c'est de participer aux équilibres alimentaires mondiaux.

Le troisième objectif, c'est de contribuer à la lutte contre les changements climatiques et à préserver la qualité de notre environnement par une agriculture économe de ses intrants et respectueuse des milieux.

Le quatrième objectif, c'est de préserver les équilibres de nos territoires.

La politique agricole commune doit donc être plus légitime et prendre notamment appui sur :

- une gestion des marchés responsabilisant d'avantage les agriculteurs et les filières, leur permettant de mieux vivre du fruit de leur travail et des prix de leurs produits,
- des outils adaptés à une meilleure gestion des risques climatiques, sanitaires et économiques,
- une préférence communautaire renouvelée reposant sur la promotion des normes sanitaires et environnementales aussi bien au sein de l'Union Européenne qu'à l'OMC,
- des instruments permettant le maintien de l'activité de production dans les territoires fragiles, en particulier dans les zones herbagères et de montagnes. Cela doit passer, en France, par une réforme, avant la fin de l'année, des soutiens aux zones herbagères.

L'exercice du bilan de santé de la PAC doit être l'occasion d'une véritable refondation des modalités de mise en œuvre de la PAC dans notre pays, en totale cohérence avec nos objectifs politiques de 2013.

Il faut qu'à l'occasion de cet exercice nous puissions redonner du sens et de la légitimité à cette politique. Pendant la campagne présidentielle, beaucoup critiquaient la complexité de la PAC, en France, dénonçant une réglementation tatillonne qui a transformé le travail de la terre en une gestion quotidienne de paperasserie administrative. Aujourd'hui les mêmes me disent combien les dispositifs existants sont formidables et doivent être maintenus. Ils vont bientôt m'expliquer que les outils actuels constituent une réponse adaptée aux objectifs de la PAC de demain.

En quoi aider un agriculteur sur la base de son travail réalisé entre 2000 et 2002 sera légitime en 2013 ? Cette référence ne veut plus rien dire. De la même manière, s'il est essentiel de renforcer le soutien à l'élevage pour répondre à la demande alimentaire croissante, devons-nous le faire avec le même dispositif, figé depuis 1992 ?

Je veux de la cohérence. Je veux que chacun prenne ses responsabilités. L'objectif premier de cette réforme n'est pas d'adapter pour chacune des filières françaises, les outils du passé aux conditions économiques de 2008. Il doit être de conduire une véritable simplification durable de cette politique pour préparer nos prochains rendez-vous en 2010 sur le budget de l'Union Européenne et en 2013 sur la PAC.

L'agriculture française est un atout économique majeur. Si nous voulons qu'elle demeure forte et attractive, alors il n'est pas possible de ravalier les agriculteurs au rang de « jardiniers de la nature ». Cette réforme doit clairement identifier des dispositifs de gestion des risques climatiques et sanitaires et un soutien permettant le maintien de l'activité de production dans les territoires fragiles.

\*  
\* \*

**Le deuxième axe de notre action, c'est de donner aux filières agricoles la capacité de s'adapter à leurs marchés et de permettre aux entrepreneurs que vous êtes, de vivre du fruit de votre travail.**

Vivre des prix signifie aussi que chacun doit jouer le jeu de la concurrence. On nous parle aujourd'hui d'augmentation de certains prix alimentaires à la consommation, alors que cela fait plus de 10 ans que les prix à la production ont diminué. Est-il admissible qu'en près de 40 ans, les prix agricoles ayant été divisés par deux, ceux de nos aliments n'ont baissé que de 14%. La seule création de valeur ajoutée ne peut expliquer cette différence. La plus-value est bien passée quelque part !

La loi de modernisation de l'économie permettra de sortir du système absurde des marges arrière et de nous calquer sur un système qui existe dans la plupart des pays développés. Ce ne sera pas la loi de la jungle, puisque l'interdiction de la revente à perte sera maintenue. Nous mettrons en place cette réforme avec tous les garde-fous nécessaires pour le secteur agro-alimentaire : par plus de transparence sur les marges, par de nouvelles règles pour négocier les prix assorties de garanties pour le fournisseur, par un contrôle des abus de position dominante, par un renforcement des sanctions en cas de pratiques abusives. Enfin, pour les produits périssables, et je pense notamment aux fruits et légumes, un dispositif spécifique sera maintenu.

Et puis ne nous cachons pas la vérité, la négociation commerciale, ce sera toujours un rapport de force. Là aussi, nous avons pris l'initiative d'un mémorandum auprès de la Commission européenne, pour renforcer l'organisation commerciale de l'offre et assurer le développement des interprofessions françaises. Cela doit vous permettre de consolider vos positions, notamment par la contractualisation. Il nous faut aussi conforter le tissu d'industries agro-alimentaires en vous permettant d'y prendre des participations par l'intermédiaire de fonds. Sur la base de ces orientations, je veux que des outils de gestion des risques économiques soient proposés sous présidence française à la Commission européenne. Votre débat sur l'organisation économique doit apporter une réponse, sur ces sujets majeurs, pour éviter de reproduire sans cesse le même cycle conjoncturel de crises économiques, que la filière porcine connaît aujourd'hui. Je veux saluer à cet égard les initiatives prises par votre syndicat pour créer une caisse d'avance de trésorerie dans le secteur porcin et un fond mutualisé pour l'élevage. La gestion des risques climatiques et sanitaires par l'Etat et l'Union européenne sera améliorée dès 2009. Je pense en particulier aux arboriculteurs de la Vallée du Rhône qui viennent de subir des pertes considérables en raison du gel. Nous avons défini les conditions d'une généralisation des mécanismes de gestion des risques climatiques, à l'ensemble de nos exploitations. Simultanément, la mise en œuvre d'un fond d'indemnisation sanitaire permettra de mieux gérer les conséquences des crises sanitaires, à l'image de la fièvre catarrhale ovine. La solidarité nationale s'appliquera dans la gestion de cette crise.

Donner aux filières agricoles la capacité de s'adapter à leurs marchés, c'est aussi renforcer la création d'entreprises agricoles. Près de 30 000 exploitants vont quitter le métier chaque année durant les 10 prochaines années. Il est indispensable de saisir cette opportunité et de permettre à des agriculteurs de s'installer dans de bonnes conditions sur les exploitations ainsi libérées.

**Le troisième axe de notre action, c'est d'aider l'agriculture à répondre aux attentes de la société.** Un département de terres agricoles disparaît tous les 6 ans. C'est incompatible avec une demande mondiale de produits agricoles qui va augmenter et à laquelle la France doit pouvoir répondre. Je souhaite que Jean-Louis BORLOO et Michel BARNIER proposent avant la fin du premier semestre une véritable modernisation de notre politique de l'urbanisme et du contrôle des structures agricoles, pour assurer une véritable cohérence territoriale de notre gestion du foncier rural.

\*  
\* \*

En matière alimentaire, nos concitoyens sont de plus en plus exigeants sur la qualité nutritionnelle des produits et leur sécurité sanitaire. Le gouvernement présentera le mois prochain une initiative communautaire permettant de renforcer les contrôles aux frontières de l'Union européenne pour s'assurer que les produits agricoles et agro-alimentaires importés sont au niveau de ceux produits en Europe.

En matière environnemental, les efforts déjà réalisés par les agriculteurs français ne doivent pas être oubliés, ni sous estimés. Quand on est agriculteur, on travaille tous les jours à la préservation de l'environnement.

Dans la continuité des conclusions du Grenelle de l'Environnement, nous allons définir ensemble un plan de réduction sur 10 ans de l'utilisation des phytosanitaires, avant la fin de l'été. Il s'agit pour moi d'un sujet prioritaire, en particulier pour préserver la santé de leurs utilisateurs. Mais je ne veux pas être naïf. Il ne s'agit pas que les agriculteurs français

souffrent de distorsions de concurrence. Une véritable harmonisation des règles de mise sur le marché de produits phytosanitaires sera arrêtée sous présidence française.

L'urgence de la lutte contre le réchauffement climatique exige que nous progressions rapidement dans l'utilisation des énergies renouvelables et dans la préservation de notre environnement.

Nous avons fixé un objectif de 7% d'incorporation de biocarburants dans le diesel et l'essence en 2010. Cet engagement sera maintenu.

Je souhaite que nous déterminions, au cours de la présidence française, avec nos partenaires européens, des critères d'évaluation environnementale des biocarburants. La préférence communautaire doit aussi s'appliquer dans ce domaine, en exigeant que les produits importés soient conformes aux exigences environnementales et sanitaires fixées en Europe. Enfin, l'effort public de recherche sur les biocarburants de seconde génération sera doublé.

\*  
\* \*

La recherche et l'innovation font enfin partie des dimensions essentielles pour assurer le développement d'une agriculture durable. Notre pays a tous les atouts pour être leader dans ce domaine. On le voit ici, à Nantes, avec le développement du pôle de compétitivité Végépolys. Or depuis des années, pour contourner les réformes fondamentales de l'université et des organismes de recherche, on a multiplié les GIS, les GIP et autres structures, chargés toujours de répondre dans l'urgence aux problèmes de société. Et on arrive à un empilement d'organismes dont le résultat est la dilution de notre effort de recherche.

Je souhaite donc que Michel BARNIER et Valérie PECRESSE me proposent, avant la fin du mois de juin prochain, une modernisation de nos structures pour établir un regroupement de nos forces et une meilleure synergie entre enseignement supérieur et recherche publique dans le domaine de l'agriculture, de l'alimentation et du développement durable.

\*  
\* \*

Mes chers amis, si j'ai choisi de venir m'exprimer avant la clôture de votre congrès, ce n'est pas uniquement parce que je dois participer demain au Sommet de l'OTAN à Bucarest. J'ai voulu prendre mes responsabilités, à la veille de la présidence française de l'Union européenne. Je vous ai fixé l'ambition que je souhaite donner à cette refondation de la Politique Agricole Commune.

J'ai pu constater votre engagement sans tabou et sans frilosités dans le Grenelle de l'Environnement. Je sais pouvoir compter sur votre sens des responsabilités, sur le dynamisme de nos organisations professionnelles et du syndicalisme agricole pour préparer avec la même audace la Présidence française de l'Union européenne.

Je vous remercie.